

INSTRUCTION POUR LE PEUPLE.

D. POURQUOI a-t-on assemblé les Etats-généraux ?

R. Parce qu'il falloit réformer l'Etat, mettre de l'ordre dans les finances & délivrer l'homme foible de la tyrannie du fort.

D. Pourquoi est-ce qu'on a pris les Députés du Tiers-Etat en nombre égal aux Députés des ordres du Clergé & de la Noblesse réunis ?

R. Parce que ces deux Ordres, avec leurs anciens privilèges & leurs exemptions, ne payoient presque point d'impôts, & qu'ils n'en auroient jamais payé s'ils avoient été supérieurs en nombre comme autrefois, & si nos bons Curés n'avoient pas formé la plus grande partie de l'Ordre du Clergé.

D. Pourquoi est-ce que les Etats-Généraux ont demeuré si long-temps sans rien faire ?

R. Parce que la plus grande partie de l'Ordre de la Noblesse & du Haut-Clergé ne vouloient point se réunir aux Communes.

D. Pourquoi répugnoient-ils à cette réunion ?

R. Parce que de cette manière ils arrêtoient la marche des Etats-Généraux, & qu'ils croyoient par là les faire séparer sans avoir rien opéré pour soulager le peuple.

D. Quel parti les Communes ont-elles pris alors ?

R. Elles ont senti que représentant les quatre-vingt-dix-huit centièmes de la Nation, ils formoient la Nation entière, parce que les deux centièmes restants peuvent être comptés pour rien : ils se sont formés alors en Assemblée nationale, & ont sommé les deux autres Ordres de se réunir

Cue

FRC

4353

à eux en leur déclarant qu'ils procéderaient soit qu'ils se présentassent ou non.

D. Qu'est-il résulté de cette vigoureuse résolution des Communes ?

R. C'est qu'un petit nombre de Nobles distingués par leur naissance & par leur patriotisme éclairé, se sont réunis à l'Assemblée nationale, ainsi que tous les Curés, avec un très-petit nombre d'Evêques.

D. Qu'a fait alors le reste de la Noblesse & du Clergé ?

R. Ils ont trompé le Roi : ils l'ont fait venir à la salle des Etats-Généraux, pour casser les Arrêtés de l'Assemblée nationale, leur ordonner de se séparer & de voter par ordre.

D. Quelle a été la suite de cette Séance Royale ?

R. Les communes sont restées en place : elles ont persisté dans leurs Arrêtés & les ont confirmés : le Peuple de Versailles apprenant alors que le grand, que le juste M. Necker alloit se retirer, s'est porté en foule au Palais du Roi, a fait éclater ses murmures, a demandé ce vertueux Ministre à grands cris, & M. Necker fut conservé. Le Roi lui-même écrivit aux deux premiers Ordres, pour leur demander de se réunir à l'assemblée nationale, ce qui fut exécuté.

D. Pourquoi, après cette réunion, tout n'a-t-il pas été pacifié, & n'a-t-on pas agi d'un parfait accord ?

R. C'est que cette réunion n'étoit qu'un piège, une ruse pour amuser les bons patriotes, & gagner du temps pour se préparer à leur porter le coup le plus terrible.

D. Qu'a-t-on donc fait ?

R. On a conçu le projet le plus noir & le plus horrible.

D. Quel est ce projet ?

R. Celui de dissoudre les Etats-Généraux, de chasser



tous les bons ministres, de déclarer la banqueroute de l'Etat, de faire périr tous les grands hommes qui s'étoient distingués par leurs vertus, par leurs talens & par leur courage.

D. *Mais cela étoit-il donc facile ?*

R. Non. Mais on avoit espéré qu'en faisant venir 40000 hommes de troupes réglées & 150 canons, il seroit aisé de foudroyer tout ce qui voudroit résister à leurs projets sanguinaires.

D. *Pourquoi ce projet n'a-t-il pas réussi, car il paroïssoit bien combiné ?*

R. C'est que l'amour de la Patrie & de la liberté méprise tous les dangers & surmonte tous les obstacles. Les Bourgeois de Paris ont pris les armes dès qu'ils ont appris cet affreux complot. Ils se sont emparés de l'Hôtel des Invalides & de leurs canons. Ils ont emporté & pris d'assaut le Château de la Bastille. Deux traîtres ont perdu la tête en punition de leur trahison; les troupes réglées ont refusé de tremper leurs mains dans le sang de leurs compatriotes: les Gardes-Françaises ont combattu à la tête de ces derniers.

D. *Quelle a été la suite de ces efforts héroïques de la Ville de Paris ?*

R. Le Roi s'est rendu à l'Assemblée nationale, & lui a déclaré qu'elle étoit libre; qu'il avoit ordonné aux troupes de se retirer; qu'il alloit rappeler les Ministres renvoyés, & qu'il invitoit les Représentans de la Nation à se rendre à Paris pour y rétablir l'ordre, la paix & la tranquillité. Deux jours après il s'est rendu lui-même dans la Capitale, pour y annoncer les mêmes sentimens & jouir de l'amour du Peuple Français pour ses Rois.

D. *Eh ! si tout est calme à Paris, pourquoi le Peuple prend-il les armes dans toutes les Villes & dans toutes les Provinces ?*

R. C'est que dans une révolution aussi extraordinaire, la commotion doit se faire sentir à des distances très-éloignées. Les méchans voudroient peut-être profiter de ces momens de trouble, pour assouvir leurs haines particulières ; il faut donc par une police exacte & régulière, contenir les mauvais citoyens & les empêcher de nuire.

D. Mais comment pourra-t-on remplir ce but ?

R. C'est par des Milices bourgeoises.

D. Comment ces Milices bourgeoises doivent-elles être levées & organisées ?

R. C'est aux Municipalités à convoquer des assemblées de tous les bons citoyens, & à former les Milices, sans exception de rang, depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à soixante ; il faut sur-tout avoir grande attention de choisir les Chefs de ces milices parmi les gens les plus sages & les mieux caractérisés par un véritable esprit patriotique, en donnant l'exclusion à ceux dont les principes auroient été ci-devant évidemment, & publiquement contraires aux intérêts du Peuple.

Le choix des Officiers doit être fait par tous les Citoyens d'une ville : ce choix doit être parfaitement libre, & le seul moyen qu'il soit libre est d'y procéder par scrutin. Tout autre moyen laisse ce choix à des factieux ; & l'acclamation n'est jamais qu'une voix.

D. Que faut-il donc penser des assemblées tumultueuses de certaines Villes, qui, sans l'aveu du Corps Municipal, ont pris les armes & se sont donné des Chefs sans aucun but & sans nécessité ?

R. C'est qu'égarés par l'amour de la patrie & l'enthousiasme de la liberté, ils n'ont pas réfléchi qu'en agissant ainsi, ils se conduisoient plutôt comme une troupe séditieuse, que comme de

vrais citoyens. Mais il faut espérer que , revenus de ce moment d'erreur, ils verront, ainsi que leurs Chefs impudens, qui doivent rentrer dans l'ordre & se laisser conduire par l'Assemblée légale de leurs Villes respectives, en attendant que l'Assemblée Nationale, par une bonne constitution, ait ramené la paix, l'ordre & la tranquillité dans toute l'étendue de l'Empire Français.

D. *Pourquoi s'est-on généralement réuni dans le Royaume à reconnoître l'autorité des Electeurs ;*

R. C'est parce qu'à Paris, les Electeurs nommés plus tardivement que dans le reste du Royaume, étoient encore en activité ; on a suivi l'exemple de la capitale, & on ne s'est occupé, dans le premier moment, que de l'objet essentiel d'établir en tous lieux, un centre de correspondance & de subordination qui pût en imposer, & rendre les diverses opérations plus faciles & sûres :

D. *Ce centre ne pouvoit-il pas être mieux choisi que dans les Electeurs des Communes ?*

R. Sans doute, car les pouvoirs de ces Electeurs étoient exprès avec la rédaction du cahier des charges, & l'élection des représentans aux Etats-généraux. Il eût été tout simple de convoquer, dans chaque ville, la véritable assemblée d'usage, comme la représentation de la cité : mais les Electeurs ont été flattés qu'on vînt à eux ; & grâces aux divisions intestines des municipalités, ils ont trouvé quelque facilité à se faire adopter.

D. *Mais cet inconvénient du défaut de qualité dans les Electeurs, n'a-t-il pas été senti ?*

R. En quelques endroits, à Paris, on s'est hâté de former une nouvelle division de districts, & d'élire de nouveaux représentans ; dans la sénéchaussée Bordelaise, les deux cents Electeurs ont

commencé par se faire donner de nouveaux pouvoirs par leur commettans ; il n'en a pas été de même pour la ville , & les Quatre-vingt-dix ont agi sans solliciter une confirmation qu'ils n'auroient pas obtenue.

D. Tout cela est-il bien légal ;

R. Non , assurément ; mais , dans un moment de licence , de désordre & d'anarchie , on suit le premier parti qui se présente ; le grand vice de ces corps d'Electeurs , consiste en ce qu'ils ne sont que la réduction d'un plus grand nombre , ordonnée pour la facilité des élections , & qu'ils ne sont pas la représentation entière & exacte de la masse des citoyens.

D. Jusques où s'étend cette autorité momentanée ?

R. Elle ne peut rien ordonner ; elle n'a pas droit de punir ; elle ne peut qu'exhorter à la paix , & maintenir la tranquillité ; elle ne peut que tempérer la fougue des Milices patriotiques , & en prévenir les dangers.

D. Quel doit être l'esprit des Milices patriotiques ?

R. La réunion de véritables citoyens pour se défendre librement & volontairement.

L'uniforme n'est , au fond , qu'une affaire de fantaisie & un emblème de l'égalité entre tous les vrais citoyens

Le Conseil militaire n'est qu'un honorifique accordé au Général pour de légers objets ; mais hors les temps d'activité réelle , il doit être sans consistance.

Le service doit être le moins fatigant possible , jamais inutile , proportionné au nombre des individus & aux besoins des lieux.

Les places doivent toujours être électives , & dépendre entièrement du choix des compagnies ,

en telle sorte qu'on devienne successivement capitaine, caporal & soldat, afin qu'on ne soit pas tenté, pendant son commandement, de trop faire sentir son autorité.

Il ne doit point y avoir d'exemption : mais certaines classes doivent être exclues de toute participation au corps de citoyens, au moins quant aux grades ; tels que les comédiens, quand ils ne sont que passe-volans, & n'ont pas quelque caractère de domicile ; tels que tous les employés de la ferme, & gens appointés par les Fermiers-généraux ; tels encore que tous ceux qui ont encouru l'animadversion de la justice. Il faut qu'un corps de citoyens puisse n'être exposé à aucune censure, & l'honnêteté publique ne doit jamais être violée. Amen.

COMMANDEMENS DE LA PATRIE.

Avec ardeur tu défendras
Ta liberté dès-à-présent.
Le mot de noble tu rayeras
De tes cahiers dorénavant.
Du Clergé tu supprimeras
La moitié nécessairement.
De tous Moines tu purgeras
La France irrévocablement.
Et de leur mains tu reprendras
Les biens volés anciennement.
Aux gens de loi tu couperas
Les ongles radicalement.
Aux Financiers tu donneras
Congé définitivement.
De tes impôts tu connoîtras
La cause & l'emploi clairement
Et jamais tu n'en donneras

Pour engraisser un fainéant.
 De bonnes lois tu formeras,
 Mais simples sans déguisement.
 Ton estime tu garderas
 Pour les vertus & non l'argent.
 Aux dignités tu placeras
 Des gens de bien soigneusement.
 Et sans grace tu puniras
 Tous pervers indistinctement.
 Ainsi faisant tu détruiras
 Tous les abus absolument.
 Et d'esclave tu deviendras
 Heureux & libre assurément.

L'EMPEREUR ET SON ÉCHO.

JE suis seul en ce lieu, personne ne m'écoute . . . écoute.
 Qui ose me répondre, & qui est avec moi . . . moi.
 Je t'entends, c'est l'écho. Réponds à ma demande . . . demande.
 Veux-tu pronostiquer si le Brabant résistera? . . . résistera.
 Ce peuple en courroux m'en voudra-t-il encore . . . encore.
 A me contrarier sera-t-il constant? . . . constant.
 Joseph cette fois ci sera-t-il dompté? . . . dompté.
 Ah Dieux! Que dois-je attendre, après tant de
 malheur . . . malheur.
 A composer avec mes Sujets serois-je réduit? . . . réduit.
 Les Belges sont fiers.... Comment l'entreprendre? . . . rendre.
 Rendre ce que je j'ai acquis par des fais induits . . . Coui:
 Qu'aurai-je donc acquis pour ma gloire & mes peines . . . peines.
 Mais qu'auront mes Sujets, & les Belges sur-tout? . . . tout.
 Mais que deviendra mon Peuple malheureux . . . heureux.
 Eh! qui suis-je donc moi qu'on tient pour immortel? . . . mortel.
 L'univers n'est-il point tout rempli de mon nom? . . . non.
 Tous ces peuples soumis ne me craindront donc plus? . . . plus.
 Autrefois mon non seul imprimoit la terreur . . . erreur.
 Laisse-moi, je te prie, je souffre, je me meurs . . . meurs.

Permis d'imprimer à Paris.